

**Convention collective nationale**  
**RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES**  
**(Accord du 14 mars 1947)**  
**(15 juin 1983)**  
(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)  
(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,  
*Journal officiel* du 13 mai 1987)

**AVENANT N° A-264 DU 8 JUIN 2011**  
**PORTANT MODIFICATION DE L'ANNEXE I À LA CONVENTION**  
NOR : ASET1150887M

Entre :

La CGPME ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les articles 6 *bis*, 13 et 13 *quater* de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947 sont modifiés comme ci-après.

Les dispositions de l'article 6 *bis* de l'annexe I sont remplacées, pour les liquidations d'allocations prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, par les dispositions suivantes :

« 1. Le participant ayant un (ou des) enfant(s) à charge (au sens défini par la commission paritaire) à la date d'effet de la retraite peut, sous réserve des dispositions prévues au point 3 ci-dessous, bénéficier, tant que l'enfant reste à charge, d'une majoration de son allocation, égale à 5 % des droits bruts de l'ensemble de la carrière par enfant à charge.

2. Le participant ayant eu ou élevé pendant 9 ans avant l'âge de 16 ans au moins 3 enfants (au sens défini par la commission paritaire), cette condition étant appréciée à la date d'effet de la retraite, peut, sous réserve des dispositions prévues au point 3 ci-dessous, bénéficier d'une majoration de son allocation calculée sur la base de taux différents en fonction des parties de carrière :

Pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2012, majoration pour enfants nés ou élevés, égale à :

- 8 % pour 3 enfants ;
- 12 % pour 4 enfants ;
- 16 % pour 5 enfants ;
- 20 % pour 6 enfants ;

– 24 % pour 7 enfants ou plus.

Pour les périodes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, majoration pour enfants nés ou élevés (3 ou plus), égale à 10 % de l'allocation correspondant à cette partie de carrière.

L'ensemble des majorations prévues au point 2 est plafonné à 1 000 euros par an (montant revalorisé en fonction de la valeur du point), pour toute liquidation prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 (sauf pour les participants nés avant le 2 août 1951).

3. Le participant remplissant les conditions visées aux points 1 et 2 ne peut pas bénéficier simultanément des deux types de majorations ; c'est la majoration la plus élevée qui lui est accordée. »

L'article 13 de l'annexe I est modifié comme suit :

Au 1<sup>er</sup> alinéa, les termes « deux enfants âgés de moins de 21 ans à charge » sont remplacés par « deux enfants âgés de moins de 25 ans à charge <sup>(1)</sup> ».

L'article 13 *quater* de l'annexe I est modifié comme suit :

Au 6<sup>e</sup> alinéa, les termes « deux enfants âgés de moins de 21 ans à charge » sont remplacés par « deux enfants âgés de moins de 25 ans à charge <sup>(1)</sup> ».

Fait à Paris, le 8 juin 2011.

(Suivent les signatures.)

---

(1) La substitution de l'âge de 21 ans par celui de 25 ans s'applique aux réversions consécutives aux décès postérieurs au 31 décembre 2011.